

Lutte de classe

Analyse et proposition

Les dernières années ont été caractérisées par l'aggravation de la dégénérescence et le déclin (PCF) des partis traditionnels du mouvement ouvrier y compris le PT dont sont issus de nombreux militants des différents groupes trotskistes combattant pour la construction du parti sur la base de l'héritage du marxisme et de la révolution d'Octobre de 1917.

La situation exige de trouver en France le point le plus favorable pour y appuyer le « *levier marxiste* » (Trotsky).

Le capitalisme s'étant avéré incapable de développer les moyens qui lui permettraient de résoudre durablement ses propres contradictions et d'en freiner les conséquences pour les peuples, confronté en permanence à la menace de la révolution prolétarienne (Amérique Latine), il entraîne dans sa propre décomposition la social-démocratie et les débris des partis staliniens dans tous les pays où ils existent, dans la mesure où ils sont amenés à participer directement à la gestion de la société pour le compte des capitalistes sous la forme de front populaire ou d'union nationale plus ou moins achevée (coalitions), et dont le terrain a été préparé par une collaboration incessante et de plus en plus étroite au cours des dernières décennies entre les représentants du capital et ceux issus des partis ouvriers au sein de multiples commissions, comités, clubs ou fondations dont l'unique objectif est de tenter de freiner la course à l'abîme qui caractérise la direction dans laquelle le capitalisme entraîne dans son sillage l'ensemble de l'humanité sans pouvoir y parvenir, la barbarie frappant dorénavant tous les continents et tous les peuples.

Dans ce contexte, pour mener à bien cette mission, les partis social-démocrates ont dû finalement rompre avec leur origine ouvrière et se transformer en partis bourgeois. Il n'existe aucune tendance prolétarienne au sein du PS en France. Les débris des partis staliniens sont voués à se transformer en partis réformistes ou à disparaître depuis la restauration du capitalisme en Russie. Leur survie est suspendue à leurs relations avec les partis social-démocrates ou réformistes (avec le PS en France) ou leur reconstitution avec des fractions dissidentes de la social-démocratie (CDU-PSD en Allemagne), ou encore dans leur participation à une coalition de partis de type front populaire (l'Olivier en Italie).

Tous les partis social-démocrates ou réformistes soutenu par les partis staliniens ont détenu à un moment donné le pouvoir dans tous les pays en Europe depuis l'après-guerre. Ils ont apporté la preuve qu'ils étaient passés définitivement avec armes et bagages du côté de la bourgeois et que le prolétariat n'avait plus rien à attendre de ces partis.

De leur côté, les partis ou organisations se réclamant du trotskisme, au lieu de tirer les conséquences pratiques qu'imposaient la transformation des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes et de définir les tâches que nécessitait le combat politique sur la base du programme de la révolution socialiste pour construire le parti, au lieu d'aider le prolétariat et sa jeunesse à comprendre les véritables raisons qui poussaient toujours davantage les partis traditionnels du mouvement ouvrier à embrasser le programme et les objectifs de la bourgeoisie, ils vont mettre en avant la tactique du front unique ouvrier pendant des décennies sans tenir compte des transformations déjà citées. Cela aura pour conséquence d'atteler si solidement le mouvement ouvrier aux appareils traîtres du PS et du PCF, que la décomposition de ces partis entraînera dans son sillage celle de l'ensemble du mouvement ouvrier, y compris les organisations ou partis se réclamant du trotskisme.

Le rejet croissant par le prolétariat du PS et du PCF ne pouvait pas se traduire par la construction du parti, dans la mesure où les organisations trotskistes avaient bradé leur indépendance politique au profit de leur propre adaptation au réformisme et aux institutions qui se caractérisera de manière éclatante par l'abandon du programme de la révolution socialiste auquel ils substitueront leur soutien au front populaire sous Mitterrand, puis aux différents gouvernements qui lui succéderont sous des formes diverses, la LCR appelant à voter Chirac en 2002, le PT se rendant chez de Villepin, Sarkozy et Barroso après le référendum du 29 mai 2005, notamment.

Constatant que plus aucun obstacle sous une forme organisée et indépendante ne pouvait s'opposer à une offensive directe et brutale de la bourgeoisie contre l'ensemble des droits et des acquis du prolétariat, c'est ce moment là qu'elle a choisi pour porter au pouvoir son représentant le plus qualifié pour faire le sale boulot, Sarkozy.

Le programme de guerre contre le prolétariat que met en oeuvre le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner a été préparé de longue date par les représentants de la bourgeoisie. Jusqu'à présent, au cours des 50 dernières années, à de multiples reprises avec plus ou moins de succès, ils ont tenté de reprendre les concessions qu'ils avaient dû consentir au prolétariat au cours de la lutte de classe.

Aujourd'hui, la situation s'avère particulièrement favorable pour qu'ils passent à l'offensive.

Sur leur droite, les dirigeants de l'UMP ont réussi à marginaliser l'extrême droite en reprenant ses thèmes de prédilection, la sécurité et l'immigration, ils ont décapité puis soumis le gaullisme qui défendait les intérêts spécifiques des capitalistes français, ils ont fait éclater l'UDF dont la plupart des élus ont repris l'intégralité des positions de l'UMP, quant au Modem, il est voué semble-t-il à jouer le même rôle que les débris du Parti radical, particulièrement sont aile "gauche" alliée du PS.

Sur leur gauche, en se ralliant des dirigeants du PS au gouvernement et dans une multitude de commissions, plus de 50 selon Rocard, l'UMP s'est assuré du soutien indéfectible du PS, et par conséquent du PCF et des Verts qui survivent à ses crochets. Les appareils syndicaux liés au PCF (CGT), au PS (CFDT) ou à l'UMP (FO) ont tous accepté de passer sous les fourches Caudines du "dialogue social", ce qui signifie que de syndicats plus ou moins indépendants, ils sont devenus des rouages, des collaborateurs directs du gouvernement et du Medef.

Sur leur extrême gauche.

LO, après son échec cinglant aux dernières élections, est retournée à son état végétatif originel.

Le PT qui a subi la même correction est en proie à une crise sans précédent, car de nombreux militants résistent au courant opportuniste liquidateur qui trouve son achèvement dans le schivardisme. L'appel a constitué un nouveau parti, en réalité le parti que les dirigeants n'ont jamais été capables de construire depuis 1986 sur une base principielle encore plus réduite que celle du PT, la « *charte* » d'adhésion (provisoire) ne se réduisant plus qu'à deux points : la reconnaissance de la lutte des classes et la rupture avec l'UE, permet de déterminer la nature de ce parti ouvrier bourgeois, pour autant que l'on puisse parler d'un parti.

En expliquant qu'ils voulaient recruter des syndicalistes, ils ont indiqué clairement que le contenu et l'orientation de leur parti serait avant tout trade-unioniste, et que la question politique du pouvoir lui serait subordonnée ou passerait littéralement à la trappe, ce qui confirme l'appréciation que j'ai exprimée à de multiples reprises sur le mot d'ordre de rupture avec l'UE qui ne constitue en aucun cas un mot d'ordre de nature politique permettant de rompre avec le capitalisme ou d'avancer dans cette voie, mais bien plutôt un mot d'ordre à caractère économique ou trade-unioniste qui a pour fonction principale de nous faire croire qu'en défendant les intérêts spécifiques du capitalisme français, il serait possible dans le cadre du capitalisme de revenir à la situation sociale des années 45-50. Ce mot d'ordre est d'autant plus opportuniste et criminel qu'il ne tient pas compte des rapports entre les classes à l'échelle mondiale qui avaient présidé à la création de la Sécurité sociale, aux nationalisations, à la fin de la seconde guerre mondiale qui n'existent plus dans la forme qu'ils avaient à cette époque. Le PT en arrive à fricoter ouvertement avec la racaille qui arpente les allées du Parlement via la Libre Pensée et la franc-maçonnerie en constituant une association de parlementaires et sénateurs tous liés au capital, ce qui a débouché sur la présence naturelle d'élus de « *tout bord* » y compris de l'UMP dans les comités de soutien à Schivardi. Pas de quoi franchement inquiéter Sarkozy.

La LCR, dont l'histoire à de quoi nous donner la nausée, est cependant la seule formation politique proposant de construire un parti "anticapitaliste". il faut rappeler que ses dirigeants ont appelé à voter Chirac au second tour en 2002 et qu'ils ont appelé à voter Royal eu second tour en 2007. Si l'on ne devait considérer que cet aspect concret de la politique de la LCR, on leur tournerait le dos ou mieux on la combattrait, d'ailleurs rien ne nous empêchera de la combattre.

Au-delà de ce constat, il y a une question qui nous préoccupe au plus au point et qui est déterminante pour tous les révolutionnaires : il n'existe pas de parti révolutionnaire, alors comment faire pour avancer dans la voie de sa construction ?

Il y a bien des groupes ou des groupuscules de militants issus du PCI ou du PT qui existent parfois depuis de nombreuses années, mais du fait de leur faiblesse numérique (et théorique) et de leur isolement, ils ne peuvent tenir qu'un rôle marginal dans la lutte de classe dans le meilleur des cas. Aucun de ces groupes à lui seul ne peut prétendre aspirer à devenir la base du parti. Autant dire que le parti ne se construira pas à partir de ces groupes, c'est le constat que l'on peut faire au bout de deux décennies. Il faut donc s'y prendre autrement, rompre avec cet isolement pour recruter des militants sur le terrain du marxisme et du programme de la révolution socialiste pour avancer sur la voie de la construction du parti.

Du fait de son orientation politique qui tourne le dos délibérément à tout combat contre le gouvernement et les institutions, du manque de démocratie caractérisée par des épurations et de l'impossibilité de créer une tendance révolutionnaire qui caractérise le PT, des méthodes détestables employées par ses dirigeants qui n'ont rien à envier à celles des staliniens de la belle époque, tout regroupement de militants révolutionnaires au sein de ce parti est totalement impensable.

Par contre, il semblerait qu'un tel scénario serait possible au sein de la LCR, pour autant que le parti que ses dirigeants proposent de construire s'inscrive dans une perspective anticapitaliste, de rupture avec le capitalisme, ce qui ne remet pas en cause évidemment le caractère contre-révolutionnaire de la politique mise en oeuvre par la direction de la LCR. Ce qui nous intéresse au premier plan, c'est qu'il existe différentes tendances au sein de la LCR qui fonctionnent apparemment comme de réelles tendances, contrairement au PT où se sont les dirigeants eux-mêmes qui les ont créées de toutes pièces afin d'éviter que de réelles tendances voient le jour, la dislocation de la cellule Caillandre en témoigne si besoin est.

S'il existe une possibilité pour que les militants révolutionnaires déjà organisés dans un groupe ou inorganisés se rassemblent au sein d'une structure leur permettant de déployer et de défendre le programme de la révolution socialiste, cela mérite toute notre attention et qu'on y réfléchisse.

Plusieurs militants m'ont écrit qu'ils étaient intéressés par cette stratégie. Certains m'ont même signalé que des responsables de la LCR les avaient "approchés" et que des discussions étaient en cours. Le groupe CRI semble poser la même question.

Si un tel regroupement pouvait s'opérer, il fournirait un cadre de combat permanent à tous les militants du courant communiste internationaliste du PT qui veulent continuer le combat politique dans une structure nationale en se débarrassant à la fois de la clique sclérosée qui dirige le PT et du schivardisme sans pour autant adhérer aux thèses politiques de la direction de la LCR.

Reste à déterminer quelles seraient les relations entre cette fraction ou tendance marxiste-léniniste et la direction de la LCR.

Pour que cette fraction mène une action cohérente et que son existence ne soit pas dépendante uniquement de la structure existante de la LCR, car en cas de rupture elle se disloquerait, je propose qu'au préalable les militants et les groupes intéressés par cette perspective se regroupent au sein d'une structure permanente, une ligue marxiste-léniniste (le nom de ce regroupement est donné à titre indicatif, marxiste pour la méthode d'analyse et synthèse, léniniste pour la méthode de construction du parti) en s'inspirant du modèle proposé par Trotsky en 1934 à la Ligue communiste internationaliste (entrisme dans la SFIO).

Vous trouverez dans le site de nouveaux textes qui traitent également de cette question. Il serait intéressant qu'un maximum de camarades participent à cette discussion, car la constitution de cette ligue (et son programme d'action) ne pourra être que l'oeuvre collective des militants se réclamant du marxisme-léninisme.

L'intérêt de cette formule, c'est qu'elle permet d'emblée à tous les militants et tous les groupes d'y adhérer avec chacun leur particularité. Ensuite, sur la base d'un accord sur les questions essentielles

et les principes, il devrait être assez facile de définir le programme minimum d'action qui constituerait le programme de base de notre fraction.

Notre démarche ne consisterait pas à nous focaliser sur le combat à mener à l'intérieur de la LCR, mais en direction du prolétariat et sa jeunesse, comme fraction d'un parti combattant pour en finir avec le capitalisme. Car c'est en gagnant de nouveaux militants extérieurs à la LCR que nous prouverons aux militants de la LCR des autres tendances que notre orientation politique est correcte. Il va de soi que l'on doit s'engager à respecter scrupuleusement les statuts de ce parti et à agir loyalement et honnêtement envers les autres tendances et l'ensemble des militants. Je pense que les camarades sont mieux placés que moi pour définir dans les détails la ligne de conduite à adopter. A suivre.